

Synthèse du colloque

« Changeons d'époque : la force non-violente »

IUT Saint-Denis - 11 juin 2015

RAPPEL DES OBJECTIFS DU COLLOQUE

« Les peurs empêchent d'agir et nourrissent la violence. La non-violence, à la fois philosophie, sagesse de vie et stratégie politique, est cette énergie (la potentia de Spinoza) qui nous permet de conjurer les peurs et de passer à l'action pour transformer, ici et maintenant, notre société. Elle réconcilie la morale, l'efficacité politique et l'intelligence relationnelle.

Dans les quartiers difficiles et les banlieues hors-la-loi, la médiation et l'action non-violente sont des moyens reconnus chaque jour comme pertinents pour faire respecter les lois, permettre aux populations de prendre la parole et de s'organiser collectivement afin de chercher des solutions contre l'exclusion et la violence. A l'école, l'éducation à la non-violence apparaît comme le meilleur moyen de développer chez les enfants et adolescents l'ouverture d'esprit, le goût de la démocratie et la citoyenneté. Des stratégies civiles de défense s'avèrent de plus en plus être des alternatives crédibles à la défense militaire. Des missions d'intervention civile de paix permettent de séparer les belligérants dans des conflits régionaux et de les aider à trouver une solution politique à leurs conflits.

Nos concitoyens, légitimement, ont peur de l'avenir, du terrorisme, de la mondialisation, de la diversité culturelle, des mouvements de population, du changement climatique, de la perte de la biodiversité, etc. Face à l'inconnu et face aux agressions diverses exercées par des individus ou des systèmes, nos sociétés risquent de succomber à la tentation de la fermeture, de l'intolérance, des idéologies d'exclusion.

Le colloque a pour objet de mettre l'action non-violente sur la place publique : la non-violence a une histoire, une expérience, une pertinence. Elle apporte des grilles d'analyse, des réponses, une stratégie, des outils. Elle est – plus que jamais – d'actualité. »

LES INSTITUTIONS ORGANISATRICES

IUT de Saint-Denis, au nom des IUT de Bobigny et de Villetaneuse (Paris 13), de Jussieu (Paris 7 Diderot) et Descartes (Paris 5) – www.iutsd.univ-paris13.fr

AFC Umani (Association pour une Fondation de Corse) – www.afcumani.org

IRNC (Institut de recherche sur la Résolution Non-violente des Conflits) – www.irnc.org

MAN (Mouvement pour une Alternative Non-violente) – www.nonviolence.fr

ANIMATION DE LA JOURNEE :

Vincent David, fondateur de l'agence Relations d'utilité publique (RUP)

SOMMAIRE

- P. 3 – *Mot de bienvenue* - Samuel Mayol, directeur de l'IUT de Saint-Denis**
- P. 5 – *Introduction aux échanges* - Jean-François Bernardini, président de l'AFC Umani**
- P. 10 – *1^e partie - Face à la violence dans les écoles et les banlieues, d'autres réponses éducatives***
- P. 18 – *Prélude à l'après-midi* - Patrick Vassallo, président du Conseil de l'IUT de Saint-Denis**
- P. 19 – *2^e partie - L'action non-violente, une autre approche de la confrontation***
- P. 23 – *3^e partie - Changeons d'époque : la force non-violente***
- P. 26 – *Conclusion***

Ce colloque est dédié à Vythian Arulvarathan, étudiant à l'IUT de Saint-Denis (département SGM, site de la Plaine-Saint-Denis), décédé accidentellement dans la nuit du 10 au 11 juin 1015.

MOT DE BIENVENUE

Samuel Mayol – Directeur de l’IUT de Saint-Denis

Bonjour à tous,

Merci d’être venus si nombreux aujourd’hui à l’IUT de Saint-Denis en ce 11 juin pour ce colloque sur la non-violence, prévu depuis très longtemps. Je vous souhaite d’abord et avant tout la bienvenue à l’IUT de Saint-Denis, sur le site de la Halle Montjoie.

Je vais très rapidement vous dire qui l’on est. L’Institut universitaire de technologie de Saint-Denis est membre de l’Université Paris XIII, présente à Villetaneuse notamment. Il existe depuis 1969. Nous avons aujourd’hui un peu moins de 2000 étudiants présents sur 7 départements différents, et répartis sur deux sites : le site principal, place du 8 mai 1945 à Saint-Denis et, depuis 10 ans, le site où nous nous trouvons aujourd’hui, la Halle Montjoie, près du Stade de France.

L’idée de ce colloque remonte à très longtemps. Il fait suite à une intervention qui a eu lieu à l’IUT de Saint-Denis le 5 mars dernier, où Jean-François Bernardini est venu faire une conférence sur la non-violence. Suite à cette conférence sur la non-violence, nous avons eu l’idée d’organiser un événement plus important, avec plusieurs intervenants, sur ce thème : « Changeons d’époque, la force de la non-violence ».

L’IUT de Saint-Denis, le département de la Seine-Saint-Denis, le public étudiant : toutes ces raisons nous amènent à avoir un intérêt particulier pour tous les messages de non-violence. Ça peut intéresser tous les citoyens que nous sommes, mais ça peut intéresser aussi les étudiants de notre Institut, puisque dans quasiment tous les départements, la question de la non-violence peut faire partie des enseignements, et puisque dans le milieu professionnel, cela peut trouver des applications très concrètes. Je pense que l’on aura l’occasion de le voir aujourd’hui.

Ce colloque prend, dans le contexte particulier de l’IUT de Saint-Denis, une dimension particulière, ou en tout cas symbolique, dans la mesure où – sans rentrer dans le fond du sujet, uniquement sur une question de forme – un certain nombre d’entre nous au sein de l’IUT ont été victimes de violences, peut-être en avez-vous déjà entendu parler. D’un point de vue symbolique, on est content que ce colloque ait lieu, dans la mesure où mon seul objectif, en tant que directeur de l’IUT, est d’aller de l’avant, d’avancer, de reconstruire, d’envoyer un message positif et de montrer que quelles que soient les formes de menaces ou d’intimidations que l’on a pu subir, l’IUT de Saint-Denis est aujourd’hui toujours là, toujours debout, toujours aussi fort, toujours prêt à accueillir à la rentrée prochaine autant d’étudiants, et dans les meilleures conditions possibles.

J’ai presque envie de dire que plus que jamais, notre IUT va montrer que l’on est capable d’aller de l’avant, d’avoir une formation de qualité, d’avoir des étudiants de qualité, et de leur permettre, une fois sortis de notre IUT, d’avoir un niveau encore meilleur. Je n’ai aucun doute sur le fait que toutes les équipes pédagogiques et administratives sont exactement dans le même état d’esprit que moi, pour que l’IUT de Saint-Denis soit toujours et encore un IUT qui aille de l’avant. C’est vraiment ce message positif que je voulais faire passer, et qui prend une dimension particulière à travers ce colloque.

Malheureusement, l’actualité nous rattrape souvent, et l’on a appris ce matin une terrible nouvelle qui frappe notre IUT, à savoir le décès d’un de nos étudiants, hier soir, d’un accident de voiture. Cet étudiant du département Sciences et Génie des Matériaux aurait dû venir en cours ici ce matin. Il s’appelle Vythian Arulvarathan. Je ne le connais pas, mais je souhaite deux choses par rapport à cette terrible nouvelle. D’abord, que ce colloque lui soit dédié et que nous l’indiquions clairement dans le compte-rendu que l’on fera. Notre camarade, notre étudiant, notre copain, aurait pu participer ce matin à ce colloque. Il aurait dû être là, avec nous. Malheureusement, le sort s’est acharné sur lui et il n’est plus là. Dans le compte-rendu que l’on fera, on indiquera que le

colloque du 11 juin est dédié à Vythian. Ensuite, je sais qu'aujourd'hui beaucoup d'entre vous pensent à lui : ses enseignants, ses camarades. Moi-même, en tant que directeur de cet IUT, c'est une information qui m'émeut et qui me touche particulièrement. Je souhaite donc que l'on observe une minute de silence pour lui.

– Minute de silence –

Bien évidemment, nous recevrons ici la famille de Vythian, avec les enseignants, avec ses camarades, avec les responsables de l'université également s'ils peuvent se déplacer ce jour-là. C'est malheureusement quelque chose que nous avons déjà eu à gérer sur ce même site il y a deux ans, lors du décès d'un étudiant du département Techniques de commercialisation.

Avant de laisser la parole à Vincent David, qui présentera le colloque en détail, je voulais remercier tous ceux qui ont permis que ce colloque puisse avoir lieu.

D'abord et avant tout, les enseignants et les responsables des différents départements qui sont présents aujourd'hui, et qui ont fait en sorte que la présence des étudiants soit possible. On voit d'ailleurs que vous êtes là en nombre, et c'est une très bonne nouvelle.

Je voulais aussi remercier l'ensemble des intervenants, que Vincent présentera tout à l'heure, d'être présents aujourd'hui à l'IUT de Saint-Denis, et de s'être intéressés à ce colloque et à notre établissement.

Je voulais également citer les quatre associations partenaires de ce colloque : l'AFC Umani, le Mouvement pour une Alternative Non-violente, l'Institut de recherche sur la Résolution Non-violente des Conflits, et l'Institut Charles Rojzman.

Ce colloque n'est pas organisé par le seul IUT de Saint-Denis. Il a, et depuis le début, été placé sous l'égide de l'Association régionale des IUT d'Ile-de-France. C'est donc l'ensemble des 17 IUT d'Ile-de-France qui est partenaire de ce colloque. Cela peut éventuellement donner l'idée aux autres IUT de donner des suites à ce colloque ailleurs.

Je souhaite également remercier ceux qui au quotidien, et concrètement, ont organisé le colloque : Mélanie David, responsable de l'événementiel à l'IUT de Saint-Denis, qui a œuvré pour que ce colloque puisse se tenir aujourd'hui, ainsi que Didier Sallot et Thierry Mercier, qui travaillent depuis longtemps avec Mélanie sur l'organisation de ce colloque, et qui aujourd'hui sont tous les deux préposés à la technique.

Encore une fois, merci à tous d'être là. Votre présence marque clairement la volonté de porter avec nous ce message positif de non-violence que l'on a envie de voir se généraliser dans notre IUT, surtout après la période difficile que l'on a vécue. Merci à tous de votre présence.

INTRODUCTION AUX ECHANGES

Jean-François Bernardini – Président de l'AFC Umani

Bonjour à tous,

Je suis très heureux d'être là. Je trouve que c'est déjà merveilleux que ce colloque soit gratuit et ouvert à tous. C'est une chance extraordinaire de pouvoir organiser ça dans le cadre d'une université. C'est peut-être ça, la fonction d'un IUT, d'une université : donner à chacun cet accès-là et peut-être cette envie de non-violence. Et si ce colloque pouvait faire envie, ce serait une victoire extraordinaire.

En venant ici il y a quelques temps, en retournant au lycée Paul Eluard, j'ai pris un énorme plaisir, partagé avec les intervenants et amis qui sont là, à rencontrer beaucoup de gens. On est dans une société, mes amis, qui nous laisse croire à tous que la violence serait fatale, inéluctable, et que la seule réponse aux conflits serait la violence. Il faut taper très fort ou bien fuir le conflit. Et nous nous posons sans cesse la question : que choisit-on de cultiver et de semer autour de nous ? Equipement de vie ou équipement de mort ? C'est une question qui nous est posée à tous.

Aujourd'hui, nous sommes invités, et moi le premier parce que je suis un apprenti de la non-violence, à aller à la découverte d'une inconnue, une merveilleuse inconnue servie par de précieux intervenants qui nous serviront de guide ici. En réalité, nous allons certainement découvrir juste une feuille de l'immense forêt qu'est la non-violence. Nous sortirons peut-être d'ici un peu frustrés, mais aussi assoiffés d'en savoir plus, d'en connaître plus et d'en apprendre plus. Ce qui nous attend, ce n'est donc pas une journée sombre, lugubre et pour un petit nombre, mais une journée de lumière, d'éclaircissement, que chacun peut porter à sa manière à lui. On part à la découverte d'une boussole extraordinaire qui peut nous aider à faire un petit pas pour aller vers la société dont nous rêvons tous : une société et un monde qui marchent pour tous.

Vous vous souvenez tous du rêve de Martin Luther King : les enfants noirs et blancs assis sur les mêmes bancs d'école. C'était une totale fiction à l'époque. Personne ici n'a jamais serré la main à Martin Luther King, à Gandhi, à Rosa Parks. Mais même si jamais nous ne les avons rencontrés, nous sommes profondément connectés avec ces grands-frères de la non-violence dans le monde. C'est cette appartenance-là, cette grande famille, qui fait du bien. C'est-à-dire désirer appartenir au peuple des chercheurs de justice. Ça fait déjà un bien fou ! Et c'est un peu ce que nous venons chercher. Parce qu'ici, je suis convaincu que nous sommes tous des chercheurs de justice.

La chose qui m'a peut-être le plus surpris, venant de Corse, habitant en Corse, et ayant le privilège de voyager à travers le monde, c'est de voir combien la non-violence pouvait aider à décrypter, à lire des situations, et à sortir victorieux, honorable, plus grand, du conflit.

On le sait tous : dans cette salle, nous ne sommes pas et nous ne serons pas d'accord sur tout. Mais justement, vive la biodiversité des intelligences ! Vive la biodiversité des émotions, des solutions que l'on peut imaginer. Et nous pouvons au moins tous être d'accord sur un "non", c'est-à-dire un refus résolu du mépris de l'autre. Que chacun soit respecté pour ce qu'il est, dans son identité, dans son être et dans son désir de ce monde-là.

Je sais que la non-violence est une denrée inconnue. Elle est rarement sur la place publique en France, et pourtant elle a de merveilleux serveurs depuis des années déjà. Figurez-vous qu'à ce jour, pas une seule université française ne propose une chaire de non-violence ! Mais ça viendra. Un jour, vous verrez que la non-violence sera sur toutes les tables. En tout cas, c'est sur nos chantiers de vie.

On sait aussi que la violence est organisée, distillée au quotidien, administrée à chacun de nous consciemment ou inconsciemment. Elle est prestigieuse, elle fait illusion. La non-violence, elle,

n'est pas du tout organisée, ou en tout cas moins qu'il le faudrait. Et peut-être que c'est nous tous qu'elle attend. Et ça ne nous étonne pas de voir que ce désir d'aller à la rencontre de la non-violence soit si fort, ici à Saint-Denis, mais aussi en Corse et dans plein d'endroits en France. Imaginez si ces outils-là, si cette boussole, étaient aussi disponibles que le sont les armes aujourd'hui : ça changerait peut-être un petit peu le monde. Et ce monde-là, c'est possible. On nous dit : la non-violence est une utopie, un truc de rêveurs, un truc d'artistes. C'est plutôt la violence qui est une utopie : elle ne règle aucun problème qu'elle prétend régler.

En venant pour la première fois parler de non-violence dans cet IUT, en février 2014, j'ai remarqué cette soif, ce désir de non-violence, qui est d'abord un lieu où chacun peut déposer ses peurs, les comprendre, les prendre au sérieux. C'est une rencontre qui m'a beaucoup marqué. J'avais donné un numéro de téléphone où les gens peuvent m'envoyer des textos, et le soir même j'en recevais un qui disait ceci :

« Bonjour, je suis une maman qui vit à Saint-Denis. J'ai assisté à votre conférence sur la non-violence. Je suis issue d'un quartier populaire. Actuellement dans ma cité, nous assistons à des scènes de violence de plus en plus fréquentes pour des conflits de business. Je suis également maman de trois jeunes hommes de 19 à 23 ans, et pendant ces actes de violence je les ai retenus de descendre dans la rue, car des jeunes cassaient des voitures dont la mienne. Les dégâts matériels me semblent moins importants que les dégâts physiques. Comment refaire ou reconstruire cela ? Je me sens démunie. »

C'est aussi pour sa force à elle de bien élever ses enfants, d'en faire des citoyens, en faisant rempart envers et contre tout, malgré cette adversité, que l'on a choisi de venir ici, avec des gens qui s'exprimeront de manière très forte sur la non-violence. Je crois que c'est pour des moments comme ça que l'on est là et que ces colloques ont du sens.

Vous savez aussi, et Samuel Mayol l'a rappelé, que notre colloque se déroule dans un contexte particulier dont la presse s'est fait largement écho. En février, j'ai rencontré Samuel Mayol pour la première fois, et j'ai cherché moi aussi à mieux comprendre ce qui se déroulait. J'ai posé des questions, j'ai voulu savoir. J'ai voulu savoir de quoi je parlais, où je mettais les pieds. La non-violence vous apprend surtout à poser des questions : où est la vérité, quels sont les faits ?... Les intervenants qui sont là partagent ce que je vais dire et vous le diront aussi : il s'agit de faits qui interrogent les citoyens. La responsabilité de la non-violence est d'abord de ne pas tourner le regard en disant "j'ai rien vu, c'est pas mon problème", de ne pas se défilier, de dire la vérité, de dire haut et fort ce qui est. Et je voudrais avant tout, au nom des intervenants ici présents, rappeler ce qui se déroule à l'IUT de Saint-Denis depuis un an et demi et nommer quelques-uns des faits qui nous ont particulièrement interpellés.

Samuel Mayol a pris la direction de l'IUT le 1^{er} septembre 2012. Il a observé et dénoncé des dysfonctionnements graves. Une enquête de l'Inspection générale de l'administration de l'Education nationale et de la Recherche a été menée. A l'issue de leur travail d'investigation, les inspecteurs ont donné totalement raison au directeur de l'IUT sur tous les dysfonctionnements qu'il dénonçait et auxquels il a mis fin. Les conclusions du rapport sont sans appel, et pointent précisément les responsabilités des protagonistes de cette affaire ainsi que l'inertie de l'université, dont la réaction a été inexistante. Depuis, plusieurs actes et menaces ont été proférés, que je voulais rappeler brièvement.

Entre le 4 et le 19 février 2014, les pneus du véhicule de Samuel Mayol ont été dégonflés huit fois et crevés trois fois.

Le 19 février, il a reçu une première menace de mort taguée sur sa voiture.

Le 26 février : 2^e menace de mort taguée sur sa voiture.

Le 6 mars : 3^e menace de mort arrivée par voie postale : « Dernier avertissement. Arrête ou tu vas mourir. »

8 mars : 4^e menace de mort identique.

11 mars : 5^e menace de mort. Son portrait avec le mot « Mort » écrit sur le front.

31 mars : 6^e menace de mort identique.

2 avril : 7^e menace identique.

7 avril : 8^e menace. Des lames de rasoir placées dans une enveloppe.

28 avril : 9^e menace de mort. « Tu vas mourir ainsi que tes enfants. »

2 mai : 10^e menace de mort identique.

2 mai : 10^e menace de mort identique.

4 mai : 12^e menace de mort. « Tu es con, maintenant il faut que tu payes pour ce que tu as fait. Ne crois pas que tu échapperas à ta punition, toi, ta femme et tes enfants. Dieu est grand. »

6 mai : 13^e menace. Portrait de Samuel Mayol avec les yeux crevés et une inscription : « Tu vas mourir. »

14 mai : 14^e menace. « Nous appelons tous les Arabes à te tuer. »

15 mai : 15^e menace. Son portrait avec le mot « Mort » sur le front et avec un texte complémentaire : « Si tu croyais que tu allais échapper à ta punition, ce sera dans un avenir proche. Tu vas payer. »

18 mai : 16^e menace identique.

21 mai : Agression physique dans une rue à Paris par deux individus. « On t'avait prévenu. »

5 décembre : 17^e menace. Un livre avec une tête de mort sur la couverture posé dans sa boîte aux lettres à son domicile.

12 décembre : 18^e menace identique.

2 février 2015 : 19^e menace, présentant la Une de Charlie Hebdo « Tout est pardonné », avec cette inscription complémentaire : « Pas partout, en tout cas pas à l'IUT », posée dans sa boîte aux lettres, à son domicile.

4 février : 20^e menace identique.

12 février : 21^e menace identique.

21 mars : 22^e menace, présentant le portrait de Samuel Mayol en couleur, avec les yeux crevés, posée dans sa boîte aux lettres à son domicile.

4 avril : 23^e menace, présentant un texte : « C'est bientôt la fin. Tu vas mourir. On t'avait prévenu. »

8 avril : 24^e menace identique.

14 avril, 25^e menace présentant un texte : « C'est bientôt la fin. Tu vas mourir. On t'avait prévenu. »

22 avril : 26^e menace. La voiture de Samuel Mayol fracturée dans son parking, vitres cassées, et deux feuilles de papier avec le mot « Mort » posées sur les sièges avant.

17 mai : 27^e menace. Un SMS avec le texte suivant : « Adieu ordure. » Six autres personnes de l'IUT (Mélania, Marie-Hélène, Lilia, Patrick, Samuel, Emilie, Florent) reçoivent un SMS avec connotation antisémite avérée.

22 mai : Message sur la porte de la responsable de la communication de l'IUT, Mélania : neuf étoiles de David inscrites sur sa porte.

2 juin : 28^e menace sur la porte du bureau de Samuel Mayol ainsi que le bureau de Mélania : des croix gammées inscrites sur les deux portes.

Tout cela est à ce jour impuni et non élucidé. On a simplement envie de demander : mais qu'est-ce qu'on attend ? Je me le demande : qu'est-ce qu'on attend ?

Les événements qui se déroulent ici nous interrogent profondément. Que veut-on apprendre aux citoyens et aux jeunes étudiants de l'IUT de Saint-Denis ? Apprendre à fuir, à se détourner, à laisser libre cours à l'injustice ?

C'est devant cette passivité et cette absence de solidarité que les citoyens se dressent aujourd'hui. C'est une question éminemment démocratique qui touche les fondements de notre société. Etouffer le conflit par la rumeur, ça peut causer des dégâts terribles dans une société. Si celui qui dit la vérité le paie trop cher, s'il est puni, si on le menace ainsi que ses enfants comme c'est le cas, je crois que c'est le bouton rouge qui clignote, mes amis. Et si, quand je suis à l'université, je suis dans une zone de non-droit, c'est extrêmement grave.

Dans ce contexte, la non-violence doit répondre présente, ne fût-ce qu'en posant des questions. Il y a conflit à l'IUT de Saint-Denis, ça semble une évidence, et la non-violence peut, en le nommant ainsi, essayer d'en faire une force, une étape vers quelque chose de meilleur, de plus juste. Un meilleur que méritent tous les citoyens, tous les étudiants et tous les enfants de Saint-Denis.

La non-violence reconnaît qu'il y a en chacun de nous l'hésitation face à l'injustice. On comprend très vite le prix qu'il faut payer. Ce serait plus facile si je me taisais. Mais si nous abandonnons les justes, qui lèvent le doigt, qui disent la vérité, les lanceurs d'alerte, si nous laissons tout seul celui qui dit la vérité et qui est en danger, on augmente encore le prix à payer. Et une société où il faudrait des héros pour défendre ce qui est juste, c'est profondément inquiétant. Si chacun de nous se soumet et courbe l'échine face à l'injustice, il n'y aura plus que des dos courbés, et ceux qui sont debout seront encore plus vulnérables et encore plus en danger. Cela peut empoisonner tout le corps social.

Certains diront : "C'est un problème de groupes et de communautés". D'autres diront : "S'il y a malversation, il y a forcément tel ou tel groupe, telle ou telle communauté". Non, il n'y a pas de communautarisme face à l'injustice. Cela ne serait qu'une manière de compliquer ou de nier la maladie. Pour Samuel et ses collaborateurs, cela aurait été plus simple de laisser courir et de se taire, mais au nom de leurs responsabilités, ils ne se sont pas tus, ils ont fait rempart, et ça, c'est extrêmement important.

Menacer de mort quelqu'un et ses enfants, c'est faire peur pour faire taire. Il faut savoir dire "non" à cette soumission-là, parce que la pire des postures serait de rester spectateur. Le message implicite est très clair : quand vous constatez l'injustice, quand nous constatons l'injustice, mieux vaut ne rien dire. Est-ce que c'est le message que l'on doit adresser à la société ? Et le vrai scandale, c'est quand la menace s'exerce impunément, en tout cas jusqu'à ce jour. Face aux menaces de mort, la non-violence s'en remet aux institutions qui devraient garantir l'Etat de droit, et nous dit de ne jamais répondre à une menace par une autre menace. C'est ce que Samuel Mayol et ses collaborateurs ont fait : ne pas répondre à la menace par la menace.

Une des premières convictions de la non-violence, c'est ne pas se soumettre, c'est faire face. Seul face à la tempête, on peut tomber. Mais si nous nous donnons la main, nous resterons debout. Je crois que c'est ça dont nous témoignons aujourd'hui. Un des plus grands encouragements de la non-violence, c'est d'être ensemble pour essayer de réduire le prix que l'on voudrait faire payer à celui qui dit la vérité, à ceux qui disent la vérité. Ce prix-là, il peut écraser une personne, mais il ne peut pas écraser des citoyens unis et rassemblés. On ne peut pas écraser une société qui pose des questions.

La non-violence nous invite, un peu comme aujourd'hui, à initier ce que l'on pourrait appeler des "cercles restauratifs" où la communauté se retrouve, comme cela existe au Brésil. Et je crois que la première vertu de cette journée est de former, à partir de ce conflit et autour de ce conflit, un cercle qui n'existait pas. C'est une communauté qui se retrouve, qui se donne la force. La non-violence nous invite à créer ce cercle citoyen pour ne pas laisser grandir cette pieuvre en devenir, cette petite tyrannie qui écrase notre dignité à tous.

On souhaitait faire un petit en ouverture de ce colloque. On s'est demandé ce que l'on pouvait faire pour dire notre solidarité avec les citoyens qui sont menacés de mort. On voulait d'abord le faire par cette petite lettre adhésive qu'on a imprimée, et qui dit : « *IUT de Saint-Denis – La non-violence est notre force. Courage, citoyens !* » On vous propose de porter ce message là où vous êtes, là où vous allez, là où vous vivez. Personnellement, j'irai en mettre une sur la porte où l'on a

tagué les menaces que l'on évoquait tout à l'heure. Ensuite, faites des photos des endroits où vous le mettez : sur un abribus, là où vous travaillez, sur votre cartable, et faites-les circuler sur les réseaux. Ce pourrait être notre premier pas. Le deuxième petit pas, pour celles et ceux qui l'acceptent, est d'exprimer notre solidarité entière par ce geste symbolique de tous les combats non-violents : se lever ensemble pour exprimer notre détermination, notre force et notre volonté de faire le cercle autour de nos concitoyens menacés de mort. Au nom de tous les organisateurs et de tous les intervenants de ce colloque, j'invite donc celles et ceux qui le souhaitent à se lever avec nous. Ça ne sera qu'une minute. Non pas une minute de silence, mais une minute de présence, une minute d'intelligence collective, une minute de conscience reliée, une minute de solidarité, une minute de travail intérieur pour imaginer et inventer des lendemains de justice à ce conflit, avec ce qu'il y a de meilleur en chacun de nous – y compris de ceux qui n'en ont pas trop conscience. Celles et ceux qui le souhaitent peuvent se lever et montrer cet autocollant pour exprimer tous ensemble notre solidarité avec nos concitoyens menacés de mort.

– Minute de solidarité –

Merci. Ce geste est une force, mes amis.

1^e partie

FACE A LA VIOLENCE DANS LES ECOLES ET LES BANLIEUES, D'AUTRES REPNSES EDUCATIVES

INTERVENANT-E-S :

Elisabeth Maheu-Vaillant – Membre du MAN, ancienne professeur de mathématiques et formatrice à l'Institut de formation du MAN (IFMAN) puis en IUFM et dans l'académie de Rouen, chargée des questions de prévention des violences et de régulation des conflits, ainsi que de formation de formateurs des personnels scolaires.

→ *Pour qu'advient des citoyens responsables : autorité bienveillante et sanction éducative*

Charles Rojzman – Psycho-sociologue, psychologue praticien, formateur en France et aux Etats-Unis, il a créé et développé la "thérapie sociale", méthode transdisciplinaire qui a trois objectifs principaux : 1) une psychologie du lien pour prévenir et guérir les violences, 2) la résolution des problèmes par l'intelligence collective, 3) une nouvelle éducation à la démocratie.

→ *Sortir de la violence par le conflit : la "thérapie sociale"*

Yazid Kherfi – Ancien délinquant et prisonnier, auteur du livre *Repris de justesse*, aujourd'hui enseignant à l'Université de Nanterre et consultant en prévention urbaine, il sensibilise des publics divers, dans le cadre d'une activité de "médiation nomade", en installant sa camionnette dans les quartiers déshérités, les établissements d'enseignement, etc.

→ *Comment éviter l'exclusion et la violence ?*

Omniprésente, dans la société et en chacun-e d'entre nous nous, la violence fait particulièrement parler d'elle dans les quartiers dits « sensibles » et au sein de l'école. Non qu'elle y soit nécessairement plus exacerbée, mais plutôt qu'elle s'y trouve plus visible, moins feutrée, et peut-être plus frappante car mettant en scène des jeunes. L'enjeu du colloque n'était pas tant de démêler les tenants et les aboutissants de cette forme de violence aux racines multiples, que de la replacer dans un contexte plus global et de proposer des réflexions et pistes d'actions pour sortir du cercle vicieux violences / répression / exacerbation des tensions. Deux axes ont été explorés : l'éducation à la non-violence de l'ensemble des acteurs impliqués dans ces processus, et la réhabilitation du conflit en tant que moyen de d'instaurer un échange et de restaurer le respect entre les parties prenantes.

Malaise(s) dans la société

A l'automne 2005, les banlieues françaises ont connu un épisode aigu de violences qui a marqué les esprits et durablement attribué à ces quartiers l'image de zones violentes, parfois décrites de manière apocalyptique. Sans minimiser les événements qui s'y produisent, parfois de manière quotidienne, les intervenant-e-s et participant-e-s ont tenu à les relativiser à l'aune d'une réalité sociale très brutale de manière générale. « Ce qui me surprend, c'est que (...) les réactions violentes de ce type sont peu nombreuses au regard de la violence sociale subie par les jeunes de ces quartiers et leurs parents », indique même Vincent Huet, maire-adjoint de Saint-Denis en charge de l'Enseignement supérieur et de l'Education populaire. Un autre participant, professeur d'université à Saint-Denis, pointe pour sa part la « violence qui s'exprime par des institutions »,

interrogeant : « Comment peut-on résoudre la violence entre deux personnes quand cette violence vient d'un problème beaucoup plus large ? » Mais Charles Rojzman met en garde contre le risque de « justifier la violence par d'autres violences ». D'une part, souligne-t-il « ce sont les êtres humains qui créent les structures et la violence des structures », d'autre part, « ces jeunes sont des victimes et des acteurs de violences. (...) Les réduire à des victimes d'une société discriminante nous condamne à rester dans l'impuissance et à l'idée que "je ne peux pas régler ce problème car le capitalisme ne peut pas être combattu". » En thérapie sociale, explique-t-il, « on ne peut pas séparer les deux, sinon le point de vue est manichéen ». Même si, nuance Laure Brisac, médiatrice de conflits, « on ne peut pas mettre à égalité la violence d'un enfant de cinq ans et celle d'une institution ».

Charles Rojzman invite à considérer les choses sans œillères. « Faire des gradations artificielles entre les différentes violences [même] à un régime totalitaire. Le totalitarisme est toujours fondé sur la défense des opprimés. C'est le refus de reconnaître la réalité de la violence qui existe à tous les niveaux de la société. » Car, insiste-t-il, « la violence existe partout, et peut avoir d'autres aspects que la violence physique. (...) Humiliation, mépris, dévalorisation, abandon, indifférence, culpabilisation... La violence est en nous tous ». Pour Marie Waltzer, ancienne dirigeante du CFA (Centre de formation des apprentis) du Cnam (Conservatoire national des arts et métiers) d'Île-de-France, « aujourd'hui, en France, on pratique collectivement une forme de violence ».

Le capitalisme ? Les jeunes ? L'immigration ? Chacun, en fonction de son parcours, de ses rencontres, de sa situation, de ses idées, aura son explication aux violences dans les zones parfois qualifiées de "non-droit". « Les avis sur la violence suivent des lignes idéologiques et politiques, analyse Charles Rojzman. Pour certains, ce sont les classes dangereuses, non-européennes. Pour les autres, ce sont les institutions d'une société. (...) Chacun de nous a plus ou moins une idée de qui est violent. » Mais alors, prévient-il, « si on ne voit la violence que chez les uns et chez les autres, on ne voit pas la réalité. (...) Nous devons faire attention à ne pas avoir une non-violence manichéenne. » Quoi qu'il en soit, affirme-t-il, « la diversité n'est jamais un problème ». D'ailleurs, « avant, on se privait de la richesse de l'hétérogénéité », estime Elisabeth Maheu-Vaillant. « Le problème, conclut Charles Rojzman, c'est la violence ». Et celle qu'il voit dans la « séparation des milieux sociaux » le choque aujourd'hui davantage que « ces passages à l'acte violents. (...) On n'a jamais autant parlé de vivre-ensemble parce qu'on ne vit plus ensemble », pense-t-il.

Et si, comme ironise Yazid Kherfi, « en France, on a les jeunes qu'on mérite », il faut éviter de stigmatiser les jeunes des quartiers. « Quand je vois la façon dont ceux qui ont fait de grandes écoles, qui ont "réussi", se comportent avec violence vis-à-vis de leurs subordonnés, (...) je me dis qu'il faut aussi regarder cette violence », note Charles Rojzman qui, pour avoir « travaillé sur le terrain dans tous les quartiers de la banlieue française, mais aussi aux USA, dans le Caucase russe, en Amérique latine ou encore au Rwanda », a observé la violence dans les sociétés pauvres et plus riches. Enfin, observe Vincent Huet, « beaucoup de violences qu'on décrit sont internes aux quartiers. Les opprimés se pourrissent entre eux. » Cela suggère que la société bien-pensante des centres urbains n'est sans doute pas la mieux placée pour juger de ces phénomènes.

Violence vs conflit

Les mots ont leur importance. On le mesure en écoutant les intervenant-e-s opérer la distinction, pas évidente *a priori*, entre violence et conflit.

La violence est un acte non seulement d'hostilité, mais plus encore de négation de l'autre en tant qu'humain d'égale valeur. Qui plus est, observe Elisabeth Maheu-Vaillant, « la violence renforce l'agressivité des uns et des autres » et, ajoute Charles Rojzman, elle « crée des séparations entre nous tous, et crée peu à peu un monde d'ennemis ». Pourtant, même si elle est négative dans son expression, ses motifs peuvent être légitimes. « Certains accouchements sociaux se sont faits avec des révolutions, souvent violentes, dont quelque chose de positif a jailli », relève un participant. De la même façon, Vincent Huet souhaite que ce débat sur la non-violence ne « désarme pas les potentialités de résistance nécessaires ». En effet, « toutes les violences ne sont pas à mettre dans le

même sac. Il arrive que des gens utilisent la violence pour défendre leurs amis ou une juste cause », confirme Elisabeth Maheu-Vaillant, qui rappelle la célèbre phrase de Gandhi, figure incontestée de la non-violence : « Là où le choix existe seulement entre la lâcheté et la violence, il faut se décider pour la solution violente. » Toutefois, précise-t-elle, on oublie souvent la fin de la citation : « Je n'en crois pas moins que la non-violence est infiniment supérieure à la violence, et que la clémence est infiniment plus noble que le châtement. »

Peut-on éviter cette violence, et comment ? En favorisant... le conflit, estiment les intervenant-e-s. Battant en brèche un a priori qui ferait de "conflit" un synonyme de "violence", Elisabeth Maheu-Vaillant voit en lui au contraire « une occasion de progrès ». « J'ai passé ma vie à essayer de comprendre ce qu'est la violence, relate pour sa part Charles Rojzman. J'en suis arrivé à comprendre qu'il ne fallait pas vouloir contrôler toute cette négativité, ni chercher à faire taire et étouffer la violence. (...) Ce qui provoque la violence, c'est l'évitement du conflit », qui favorise « une image diabolisée des autres ».

Deux caractéristiques font du conflit une sorte de "mal nécessaire". Il est, en premier lieu, inévitable. « Nous ne pouvons pas vivre sans conflits : nous n'avons pas les mêmes valeurs, cultures ou pouvoirs. Nous avons des différences multiples et nombreuses. Nous ne sommes pas d'accord et quelquefois ces désaccords peuvent être violents. Il n'y a pas de classe, quartier, institution, entreprise sans conflit. » En second lieu, il « permet de parler de la réalité, et de mettre ensemble des gens qui n'ont pas la possibilité de se retrouver face à face. En conflit, on peut donner ses arguments et écouter ceux de l'autre. » On fait « émerger les objets de désaccord », complète Elisabeth Maheu-Vaillant.

Il ne s'agit pas pour autant de le banaliser et de « permettre aux gens de cracher leur haine sans limite ». Si ce « dialogue conflictuel » est nécessaire, il a « besoin d'un cadre ». Pour cela, Charles Rojzman soutient l'idée de « "rencontres improbables" entre des personnes opposées par la violence, qui ne veulent pas être ensemble. (...) Mais cette rencontre ne suffit pas car elle va être violente. Il faut la laisser s'exprimer d'abord, puis faire un travail qui permette aux personnes de se rencontrer d'humain à humain. » Il faut « traiter correctement » ces conflits pour éviter qu'ils « dégénèrent en violence grave », renchérit Elisabeth Maheu-Vaillant en pointant « notre incompétence » en la matière. Effectivement, « nous ne savons pas y faire face », reprend Charles Rojzman, avant de plaider pour « une pédagogie du conflit, avec un cadre qui permet de laisser s'exprimer la violence et de l'écouter. (...) Dès lors, on peut rentrer en conflit et espérer sortir de la violence. »

À titre d'illustration, Charles Rojzman évoque une rencontre à laquelle il a assisté entre des Palestiniens de Cisjordanie et des Israéliens, se remémorant le « moment décisif où des Palestiniens ont dit à des Israéliens qu'ils les voyaient toujours comme des adversaires à combattre, mais aussi comme des êtres humains ». Cette "thérapie sociale" aide à « voir sa propre violence. Nous avons tous subi différentes formes de violences dans notre vie. Ces blessures ne sont pas réparées et nous les exprimons à notre tour, en situation de peur, par la violence. (...) Il s'agit de guérir nos blessures collectivement pour vivre dans une société plus pacifiée. »

Les messages de la non-violence

Dans un colloque consacré à la non-violence, l'apologie du conflit a pu sonner de manière étrange aux oreilles de certains. N'y a-t-il pas contradiction entre les termes ? Pour les intervenant-e-s, le conflit est au cœur d'une stratégie visant à favoriser l'expression de ce qui pose problème, afin de contribuer à sa résolution non-violente, dans le respect d'un "adversaire" enfin reconnu comme un alter ego, plutôt que de laisser s'installer des non-dits qui finiront inévitablement en tensions ou violences.

Dès lors, faut-il privilégier une éducation au conflit plutôt qu'à la non-violence ? C'est le credo de Charles Rojzman, se fondant que le principe que « l'éducation au conflit aide à prendre conscience de la responsabilité de sa violence », dans la mesure où « considérer les autres comme étant les

violents nous conduit à l'impuissance. Nous devrions créer une non-violence radicale qui écoute toutes les violences et les transforme en conflits.» Cela s'apprend. « Dans les formations que je mène, les gens ont le droit d'être violents et de l'exprimer comme ils veulent, déclare-t-il. Ce sont les autres qui vont les aider à voir leur propre violence. Si j'interdis cette violence, ils ne la verront pas, on ne la verra pas. » Pour Jean-François Bernardini, plus qu'un apprentissage, il s'agirait plutôt d'un "ré-apprentissage". « Les neurosciences nous disent que nous avons un cerveau social et une aversion à l'inégalité. Dans le monde, quand on voit ce qu'on voit, que l'on sait ce qu'on sait, (...) on perd notre "joie fondamentale", parce que notre équipement de base, c'est la mutualité, l'empathie, la coopération. (...) Je vais mieux quand tout le monde va mieux. »

Bien que partisane d'une éducation à la non-violence, Elisabeth Maheu-Vaillant rejoint Charles Rojzman sur la nécessité de « considérer que les gens violents et les non-violents n'existent pas (...) et de ne pas réduire quelqu'un à son comportement. Avoir un potentiel de violence ne veut pas dire être violent. » De la même façon qu'« exprimer son envie de violence n'est pas la même chose que commettre des violences ». On en revient au besoin de « faire se rencontrer des gens qui sont plein de préjugés les uns par rapport aux autres » et d'« organiser le débordement en assurant la sécurité de chacun » pour donner à la non-violence une chance d'émerger, défend Elisabeth Maheu-Vaillant. « Je pense qu'il y a des personnes qui un jour dans leur vie ont fait un choix, celui de cultiver son aspiration à la non-violence, qui comporte la reconnaissance de sa violence, mais aussi le refus de la déverser sur l'autre. La non-violence, c'est commencer par dire non à la violence : ne pas tuer l'autre, ne pas le violer. »

À l'opposé d'une vision valorisée et/ou valorisante de la violence, souvent associée à la force et au courage, Elisabeth Maheu-Vaillant revendique la force et le courage de la non-violence. « Quand nous nous faisons insulter, nous pouvons avoir envie de nous défendre en insultant plus fort. (...) Il faut être assez courageux pour résister à la tentation de la violence. » La non-violence garantit « le respect inconditionnel de l'autre, indépendamment de son comportement. La personne qui me manque de respect a droit au respect. Ça s'applique à tout le monde, partout. » Jean-François Bernardini est sur la même longueur d'ondes. « La non-violence est un pouvoir, c'est une force. (...) La non-violence, ce n'est pas renoncer à lutter, mais lutter cent fois mieux. » C'est aussi, complète-t-il, « un très bon outil de citoyenneté ».

Des garde-fous dans la société

Dans une société démocratique, la non-violence doit pouvoir compter pour allié un système judiciaire qui prévienne la violence par effet de dissuasion, et la sanctionne une fois commise. « La loi nous protège », estime Yazid Kherfi. « Les lois et les règles décrivent comment ne pas nuire à l'autre : blesser, humilier, couper la parole, exploiter, manipuler, voler, se taire quand un copain est maltraité », détaille Elisabeth Maheu-Vaillant, avec pour indispensable corollaire le fait que « chacun puisse obtenir réparation des préjudices subis ». En somme, il faudrait pouvoir se reposer totalement sur une justice efficiente, impartiale et juste. Le problème, au regard des principes défendus par la non-violence, est que la justice oppose une victime et un présumé coupable, et que même si l'acte violent est sanctionné d'une manière pouvant être considérée comme juste, elle fige chacun-e dans son rôle – la victime d'un côté, le coupable de l'autre –, sans réelle possibilité d'une réparation morale, ou d'une reconnaissance par l'un de l'humanité de l'autre.

Conçue au Brésil, la justice restaurative tente de pallier ce manque. Pour sortir du schéma délinquant/victime, les "cercles restauratifs", que plébiscite Jean-François Bernardini, se proposent de réunir l'auteur d'un fait donné, celui qui a subi cet acte, et des membres de la communauté locale affectés par l'acte commis. L'enjeu est triple : démêler l'écheveau complexe de réciprocité qu'impliquent souvent les faits de violence ; amener l'auteur du fait à reconnaître le préjudice subi ; permettre au plaignant de voir son préjudice reconnu et réparé sans esprit de vengeance. Le dialogue ainsi engagé amène les différentes parties à se comprendre l'une l'autre, et permet aux principes de la non-violence de prendre racine dans la communauté. Au Brésil, les

cercles restauratifs ont déjà été introduits dans les écoles, les tribunaux et prisons pour mineurs, les refuges, les services de police et les communautés locales, où ils amènent un profond changement de paradigme en matière judiciaire. Cela rejoint l'impératif, promu par Charles Rojzman, de « *lutter contre la négativité humaine* » sans recourir au « *contrôle* », mais plutôt en écoutant cette « *violence qui dit quelque chose* » afin de « *comprendre ce qui se passe* » sans le « *justifier* ».

La France serait bien inspirée de suivre cet exemple, en particulier si se confirme le projet, évoqué par Laure Brisac, de modifier l'ordonnance de 1945 sur la justice des mineurs qui reconnaît la responsabilité de la société des adultes vis-à-vis des enfants, et affirme qu'un mineur ne peut pas être traité comme un adulte. Outre le simple point de vue moral, Elisabeth Maheu-Vaillant explique que « *les lobes frontaux qui nous permettent d'avoir prise sur nos émotions n'atteignent leur pleine maturité que vers 15-16 ans* ». Or, « *devant la pression et l'envie de rassurer, il y a tendance à vouloir accepter de céder sur ces dispositifs. (...) Garder aux enfants leur place d'enfant vis-à-vis de la justice doit être une préoccupation essentielle* », plaide Laure Brisac.

Faiblesse de la société des adultes ? Sans aucun doute. D'autant que ces derniers sont loin d'être exemplaires, soulignent plusieurs intervenant-e-s. « *Les adultes devraient être des exemples pour ces jeunes. Or il y a des violences entre les adultes eux-mêmes. (...) Il est difficile d'être violent et ensuite d'aller voir les jeunes en leur disant d'arrêter de l'être* », relève Samuel Mayol. « *Le monde des adultes ne montre pas l'exemple d'un monde non-violent* », confirme Charles Rojzman. Pire, « *la violence des adultes est quelquefois plus sournoise, car ils savent utiliser une violence autre que la violence physique : exploiter, humilier, maltraiter les autres* ».

Il faut pourtant rappeler le rempart nécessaire que constitue le monde des adultes face à la violence à laquelle sont exposés les enfants. Quand un jeune est victime d'actes violents, il est « *important qu'il commence par dire qu'il ne veut pas de cette bagarre, qu'il n'est pas d'accord*, insiste Elisabeth Maheu-Vaillant. (...) *Et si besoin, qu'il se sauve, appelle à la rescousse des copains, des surveillants, parfois la police. (...) Les adultes ont alors la responsabilité d'écouter sans banaliser, et de trouver des solutions au problème qui se pose.* » Cela exige « *des adultes assez formés pour être cohérents avec les discours qu'ils préconisent* ».

Des principes éducatifs dès la petite enfance

Les comportements qui sous-tendent la non-violence doivent être instillés dès le plus jeune âge, à travers une certaine façon d'être et de se comporter de la part des adultes vis-à-vis des enfants, en correspondance avec le message de Gandhi : « *La fin est dans les moyens, comme l'arbre est dans la semence.* » Elisabeth Maheu-Vaillant résume cette démarche par une phrase empruntée au chanteur Yves Duteil : « *Prendre un enfant par la main et l'emmener vers demain.* » L'enjeu est selon elle de « *former des citoyens capables de dire non aux injustices, à la précarité, à la violence, et capables d'accueillir le point de vue de l'autre* ».

Cela se fonde pour Elisabeth Maheu-Vaillant sur quelques mots-clés. D'abord, « *la prévenance* », qui consiste à aider les parents à tisser le lien avec leurs enfants, en considérant cette prévention comme un investissement plutôt qu'une dépense. Elisabeth Maheu-Vaillant explique que la ministre québécoise de la Famille a affiché au mur de son bureau la phrase suivante : « *Il coûte moins cher d'aider un enfant et une famille à se construire, que d'attendre qu'ils dysfonctionnent pour les soigner.* » Puis « *la bienveillance* », à entendre au sens de « *bien veiller sur l'enfant* », y compris pour « *l'empêcher d'exagérer* » et, rejoignant en cela la non-violence, « *porter un regard de bonté, de vigilance, de confiance. (...) Il est inefficace d'humilier un enfant.* » Vient ensuite « *l'obéissance à une autorité reconnue* », qui n'a « *rien à voir avec la soumission à une contrainte arbitraire. (...) Certains sont déjà tellement privés de tout que l'on peut douter d'une punition de plus.* » Et enfin, « *la fraternité* », qui vient « *sceller liberté et égalité et dépasser leurs paradoxes* ». Cette fraternité permet de « *monter ensemble de joyeux projets, d'éprouver et manifester de la confiance. (...) On est plus heureux dans un groupe où l'on fraternise.* »

La confiance est probablement le maître-mot régissant tous ces principes éducatifs. Le défi posé est celui d'une « autorité non-violente qui donne au jeune tout l'espace dont il a besoin pour évoluer. (...) Dire "oui" permet de progresser sur le chemin de l'autonomie. Dire "non" donne une limite nécessaire pour entrer en relation avec l'autre. » Ce fameux "non" doit être vu comme un acte éducatif, à condition bien entendu qu'il soit employé à bon escient. Pour garantir le cadre posé, il s'agit en réalité de « sanctionner sans punir : sanctionner un comportement inadapté, c'est mettre des limites, (...) permettre de prendre ses responsabilités vis-à-vis de l'autre et de soi-même, (...) s'interroger sur son geste et permettre de trouver d'autres solutions. » Cela aide l'enfant à « passer à une logique de responsabilité », essentielle pour s'épanouir dans la société sans nuire aux autres. La confiance passe aussi par le fait de « considérer chacun d'entre nous comme un individu fragile, mais capable d'invention et de créativité », sur la voie d'une indispensable autonomie qu'il faut favoriser. « Nous ne sommes pas des mauvais enfants quand nous choisissons un autre chemin que nos parents ou nos maîtres. » C'est ce que l'on appelle « la maturité », et cela permet de « choisir son chemin, de se savoir capable d'évoluer et d'apprendre, de faire des erreurs et les corriger ».

Yazid Kherfi témoigne de cette confiance arrivée tardivement dans son parcours. « Avant, je mettais mon intelligence dans la violence, aujourd'hui je la mets dans la non-violence. » Que s'est-il passé pour qu'advienne ce changement ? « C'est une histoire de rencontre. (...) On m'a regardé différemment, on a reconnu mes qualités au lieu de voir mes défauts. (...) On peut être d'une certaine manière, puis changer », atteste-t-il.

D'autres réponses de l'école

Le milieu scolaire est concerné en plein par la question de la violence. Paradoxe ? Pas véritablement. L'école est le reflet de la société, et l'on retrouve en son sein les tensions du monde extérieur. Les événements du mois de janvier 2015 en sont, si besoin était, une illustration frappante. À en croire Charles Rojzman, l'école serait même un concentré de violence : entre enfants bien sûr, mais aussi « entre adultes ne parvenant pas à travailler ensemble », avec des « méfiances, malveillances, haines. (...) La violence est partout ! » Comment l'appréhender ? « Il faut commencer par écouter la violence des élèves, ce qu'elle dit d'eux, puis que l'école prenne conscience de cette violence dans tous les sens », estime-t-il.

L'école peut-elle prendre en charge cette violence qui la dépasse en partie, et si oui comment intégrer cela dans les processus éducatifs ? La question est complexe à aborder par les équipes, dans la mesure où « parfois, l'enseignant est la victime, parfois c'est l'agresseur, parfois l'arbitre », relève Elisabeth Maheu-Vaillant. Pourtant, le rôle des enseignants est fondamental. « Dans l'Education nationale, les personnels ont une fonction éducative, et pas seulement pédagogique, indique Elisabeth Maheu-Vaillant. Pour apprendre, nous avons besoin d'être accompagnés par des enseignants qui font preuve de chaleur humaine et sécurisent. » Une relation dissymétrique au départ qui « s'équilibre à mesure que les jeunes grandissent », précise-t-elle.

Dans cette école bienveillante – et d'une certaine façon idéale, car elle n'est pas forcément la norme – on « accueille les jeunes tels qu'ils sont, (...) on entend les appels à l'aide et on répond à ces jeunes avec empathie et fermeté ». Et surtout, « la non-violence est une posture fondamentale (...) dans l'organisation même de l'établissement ». L'attitude des adultes n'est donc pas la seule question : il faut aussi mettre en place des actions concrètes. « L'apprentissage est l'objectif », confirme Elisabeth Maheu-Vaillant, mais il faut créer « un climat propice à cet apprentissage, et apprendre à faire société ». Pour cela, elle appelle à « proposer des projets qui donnent envie de grandir ». Il s'agit d'« apprendre à co-élaborer une règle, (...) de s'exercer au jugement critique et à l'expression d'une pensée personnelle, (...) de [savoir] régler les conflits, (...) de donner à chacun la possibilité de cultiver ses talents ». Mais, observe-t-elle, « beaucoup d'enseignants n'ont pas ce savoir-faire et sont demandeurs de formations. (...) C'est une question de moyens et de volonté collective. »

Certains avancent et apprennent de manière empirique, comme ce participant, proviseur retraité de l'enseignement technique et professionnel, qui témoigne de son expérience : « *Là où j'avais à faire acte d'éducation et d'autorité, je mettais les élèves en situation d'absurdité* », raconte-t-il. Voulant lutter contre les tags peints sur les murs de l'établissement, « *je me suis présenté avec plein de feutres et je me suis tourné vers un élève pour taguer sa chemise* » – mais sans aller jusque-là, précise-t-il. Face à l'absurdité de la situation, « *l'argument a porté* », se souvient-il. Si Elisabeth Maheu-Vaillant reconnaît l'intérêt de ces chemins détournés, elle se veut plus nuancée sur le parti pris qui consiste à désigner d'emblée où se situent les raisons et les torts. « *En formation, on travaille toujours sur les différents points de vue* », dans une optique où chacun-e « *se demande dans quelle intention [il fait] les choses et la manière dont elles sont perçues* ». Revenant au cadre scolaire, elle rappelle que « *cette institution n'est qu'un élément de l'éducation des jeunes. (...) Il faut les envisager dans leur globalité et faire alliance avec leurs familles, même les plus éloignées de l'école. (...) Et viser à obtenir l'adhésion des élèves et de leur famille.* »

Des outils pour les éducateurs

De nombreux éducateurs/trices et médiateurs/trices ont participé au colloque, chacun-e témoignant de la pertinence d'une démarche basée sur la non-violence, et reconnaissant la validité de l'approche par le conflit expérimentée et théorisée par Charles Rojzman. Ils ont aussi apprécié la philosophie qui guide Yazid Kherfi et le travail concret que mène celui-ci sur des terrains qui leur sont familiers, mais d'une manière différente et complémentaire.

De son parcours chaotique, Yazid Kherfi a tiré l'élan et le carburant pour avancer dans la nouvelle direction qu'il s'est choisie : la non-violence, et la sensibilisation à celle-ci dans des milieux parmi les plus exposés à la violence : les quartiers sensibles et les prisons. Son credo : « *On ne peut pas réussir dans la délinquance et dans la violence.* » Son parti pris : « *Organiser la rencontre* » entre des personnes en opposition car, dit-il en paraphrasant Nelson Mandela, « *ce n'est pas avec ses amis mais avec ses ennemis qu'il faut dialoguer* ». Par le dialogue, « *on s'aperçoit qu'il y a des malentendus, mais qu'on n'est pas ennemis. (...) Mon travail est de comprendre l'un et de comprendre l'autre.* »

Yazid Kherfi a élaboré le concept de médiation nomade, qui comporte trois piliers : « *Recréer des espaces de dialogue où les gens peuvent parler* », « *provoquer la rencontre pour se connaître, se connaître pour se respecter, se respecter pour vivre ensemble* », et « *pratiquer la main tendue* ». À bord de son camion, il sillonne la France et se pose là où existe un blocage. « *La médiation nomade consiste à s'installer sur l'espace public à l'heure où il n'y a plus grand monde. Le soir, les adultes ne sont plus là, (...) et les jeunes écoutent n'importe qui : le premier qui va parler a raison.* » Yazid Kherfi porte souvent un regard en léger décalage par rapport aux médiateurs/trices présent-e-s sur place. « *Quand je vais dans un quartier, (...) les travailleurs sociaux me montrent là où traînent les jeunes. À la place, je préfère regarder les adultes qui sont autour d'eux.* »

Fort de son expérience, Yazid Kherfi tient pour essentiel de regarder différemment la violence des jeunes. « *Pour moi, les courbes de la violence et de la délinquance sont les mêmes. On voit un pic à l'adolescence, et vers 20-25 ans beaucoup en sortent* », voyant « *l'échec de la délinquance* » et comprenant « *qu'il faut être sage, posé, réfléchi* ». En outre, « *la plupart des délinquants sont malheureux* ». Une observation que fait également Michèle Sénéchal, de l'AFC Umani, en rappelant que les figures les plus célèbres de la non-violence, Gandhi et Martin Luther King, ont « *d'abord eu une période de violence avant d'entrer dans non-violence. (...) C'est souvent à un certain âge que l'on entre dans la non-violence.* » Cette prise de conscience, Yazid Kherfi entend l'accélérer par un travail qu'il nourrit de son histoire personnelle. Bien qu'il enseigne aujourd'hui à l'université de Nanterre, il croit d'ailleurs dans les vertus de l'apprentissage *in vivo* – non pas en passant par la case "délinquance", mais grâce à l'échange. Ainsi, illustre-t-il, « *j'emmène des jeunes des quartiers de Paris pour qu'ils rencontrent ceux qui vivent dans le "monde d'en face". Dans le*

camion, ça se passe plus facilement. En une nuit, ils apprendront plus que dans n'importe quelle université. »

Yazid Kherfi souligne aussi la « *grosse défaillance de la prévention en France* ». Quand il arpente les quartiers, le soir, il constate que, face aux jeunes, « *les policiers sont là, mais les autres acteurs sont partis* ». Or, c'est là qu'il y aurait besoin d'intervenants. Aussi s'efforce-t-il déjà de rétablir un contact entre jeunes et policiers, convie parfois ces derniers à ses côtés. « *Derrière une minorité de policiers qui se comporte mal, la majorité se comporte bien. De même, les jeunes qui réussissent sont les plus nombreux.* » Mettant les deux parties face à face, il note que « *plus il y a de parole, moins il y a de violence* » des uns envers les autres.

Un policier présent dans la salle prend alors la parole. Ayant suivi et beaucoup appris des cours de Yazid Kherfi à l'université, ayant été lui-même en échec scolaire, il partage l'expérience de ce dernier, mais "de l'autre côté". Il rappelle l'étymologie grecque du mot "police" : *politeia*, qui en grec signifie "gouvernance de la cité". La police a donc selon lui un rôle important à jouer dans la cité. « *Je suis acteur de changement, comme tout le monde ici* », défend-il avant d'inviter à « *poser les armes pour poser les problématiques autrement* ». Pour lui, « *la police peut faire partie de la co-éducation* » ou, pour reprendre les termes de son rapport de stage, de la "coproduction éducative". Et, dit-il pour conclure son propos, « *s'il doit y avoir un acte fort à poser aujourd'hui, c'est de se dire que la prochaine étape est la création d'une chaire de la non-violence* ». Afin, dit-il, de « *redonner chair à des problématiques complexes* ».

Conclusion

Unanimement, les intervenant-e-s et participant-e-s de ce premier débat estiment que la non-violence, développée – dans l'expérimentation comme la réflexion – en tant qu'alternative par de nombreux acteurs depuis plusieurs décennies, peine à se frayer un chemin dans l'espace public. Elle semble pourtant une réponse adaptée à de nombreux maux dont la société souffre aujourd'hui : clivages, oppositions, discriminations, humiliations... En favorisant la rencontre – même conflictuelle – puis le dialogue, la non-violence permet de reconnaître l'autre comme un sujet de même valeur, et par là de recréer du lien social et de contribuer au vivre-ensemble dont la société française a besoin. Elle devrait donc faire partie des réponses dans les différentes sphères éducatives : écoles, institutions sociales ou pénitentiaires, milieu familial, etc.

Pour cela, elle devrait elle-même devenir un objet d'enseignement et de recherche au sein de l'institution universitaire. La proposition, faite par Jean-François Bernardini en ouverture, de créer une chaire universitaire dédiée à la non-violence a fait mouche dans la salle. Du côté des étudiant-e-s d'abord, à l'instar de Clément qui, malgré un certain scepticisme (« *est-ce que ça suivrait derrière ?* »), juge que cela serait utile face à « *la violence autour de moi, [qui] me fait très peur* » et pense « *assister personnellement* » à de tels cours. Du côté des intervenant-e-s ensuite, comme Elisabeth Maheu-Vaillant, qui pense que « *pour que cela serve à quelque chose, il faudrait aussi des ateliers pratiques autour de situations* », avec « *des réponses à inventer ensemble au fur et à mesure* ». Du côté enfin de l'IUT de Saint-Denis qui, interpellé directement sur ce sujet, répond par la voix de Samuel Mayol que « *si ça doit se faire, nous sommes plus légitimes que d'autres* », mais que cela devra se faire avec « *les associations partenaires* ». Car, prévient-il, « *on est en bas d'une sacrée montagne* ».

PRELUDE A L'APRES-MIDI

Patrick Vassallo – Président du Conseil de l'IUT de Saint-Denis

Bonjour à toutes et à tous,

C'est avec gravité mais beaucoup d'enthousiasme que l'IUT de Saint-Denis et le président de son Conseil vous accueillent aujourd'hui dans ce colloque un peu particulier.

Nous vivons, c'est le moins que l'on puisse dire, des temps troublés. Irrespect, discriminations, loi du plus fort, sauvagerie des échanges, marchandisation à tout va, concurrence exacerbée du marché du travail, dérégulation : il n'est pas bon aujourd'hui, ni d'être en difficulté, ni d'être du mauvais côté du manche.

L'égalité est un combat. Le respect de chaque personne dans ses limites, dans ses choix, dans sa singulière trajectoire, est une condition *a minima* d'une construction collective, d'un faire ensemble société qui offre le mieux à chacune et à chacun. En quoi un désaccord justifierait-il le recours à des méthodes barbares, inhumaines ? Se voir dans l'autre, n'est-ce pas le premier pas pour élaborer ensemble de l'intelligence et de l'envie de faire en commun ?

Vous savez mon soutien sans faille, et celui du Conseil de l'IUT, pour que les conditions normales du déroulement de toutes les études soient rétablies partout, et que l'égalité, et donc la laïcité, soient respectées dans chaque enseignement et au-dehors. Vincent Huet, ce matin, a confirmé tout le soutien de la Ville. Il faut bien sûr un peu de courage et un peu de ténacité contre des violences verbales, physiques ou psychologiques qui non seulement n'ont aucune place, mais sont à combattre résolument. Le recours à la force ou la violence n'est au fond qu'un aveu de faiblesse de la part de ses auteurs, mais il est vrai que la faiblesse et le pouvoir font trop souvent un bon concubinage. Et c'est parce que nous sommes dans une banlieue populaire que, plus encore que d'autres, nous devons veiller à cette humanité des rapports entre personnes, entre groupes, entre structures, entre institutions.

La création même de cette antenne de l'IUT, dans la Halle Montjoie d'où est sorti le premier moteur de TGV, a été un combat mené par le maire de Saint-Denis. Le refus de céder à des pratiques mafieuses, quelle que soit la position institutionnelle de son souteneur, est un combat. La restauration des règles normales a été et reste un combat. Nous le gagnerons. Merci à chacune et à chacun de celles et ceux qui nous ont accompagnés.

Je souhaite vous encourager à tirer les meilleurs enseignements de cette journée. Je renouvelle sans réserve à la direction de l'IUT, et Samuel Mayol en premier lieu, et à toute la communauté de l'IUT, mon total soutien, ma profonde solidarité, car les choix que nous avons faits permettent d'offrir à nos étudiants les conditions d'étude et de réussite qu'ils et qu'elles méritent.

2^e partie

L'ACTION NON-VIOLENTE, UNE AUTRE APPROCHE DE LA CONFRONTATION

INTERVENANT-E-S :

Jean-Marie Muller – Philosophe, écrivain, conférencier, formateur, théoricien et praticien de la non-violence, auteur de plus de 30 livres sur le sujet, fondateur du MAN en 1974, directeur de recherche à l'IRNC, lauréat 2013 du prix de la fondation Jamalal Bajaj pour la promotion des valeurs gandhiennes hors de l'Inde.

→ *Regard non-violent sur les événements de janvier 2015*

Patrick Viveret – Philosophe et essayiste altermondialiste, ancien rédacteur en chef de la revue *Transversales Science Culture*, cofondateur des rencontres internationales "Dialogues en Humanité", animateur de l'association L'observatoire de la décision publique, ancien conseiller référendaire à la Cour des Comptes.

→ *Réhabiliter les conflits et en faire une occasion de progrès*

Dans un monde où la violence connaît des manifestations nombreuses, sous toutes les formes possibles, la non-violence ne peut se résumer à une injonction simpliste exigeant de chacun qu'il cesse immédiatement et définitivement tout acte violent – au sens large du terme. Les tenants de la non-violence, en outre, expriment clairement le fait que la non-violence n'exclut ni les antagonismes entre les personnes, ni l'expression de ces antagonismes. Elle tend au contraire à favoriser cette dernière de manière "cadrée", par un dialogue fécond qui mette en lumière les oppositions, permette leur confrontation et leur coexistence, dans un souci de respect mutuel. Comment appréhender cette proposition de la non-violence quand, à l'occasion des événements du mois de janvier 2015, se sont révélés des clivages profonds, voire creusés des incompréhensions ? Comment faire de la non-violence une alliée face aux grands défis de notre époque – sociaux, environnementaux, économiques – qui mettent en péril nos sociétés et, plus globalement, la planète ? Des praticiens et théoriciens de la non-violence livrent des pistes de réflexions et d'actions.

La non-violence face au « choc des civilisations »

Les apôtres de la non-violence ne cessent de mesurer la complexité, non seulement de la réalité à laquelle nous sommes confrontés quotidiennement, mais également de leur posture face à cette réalité. La non-violence n'est une évidence que sur le papier. Elle offre une grille de lecture du réel teintée de mille nuances. Mais la complexité s'accommode mal du simplisme qui prévaut souvent.

Quand, le 7 janvier, les caricaturistes de *Charlie hebdo* sont morts sous les balles, Jean-Marie Muller s'est souvenu d'un précédent embrasement, survenu en 2006 après la publication par le même hebdomadaire des caricatures danoises. Il se trouvait alors en Israël pour une intervention sur la non-violence prévue à Gaza, et on lui fit comprendre qu'en tant que citoyen français, lui-même devenait une cible potentielle des extrémistes musulmans. Un comble pour un partisan du dialogue et de la non-violence. Ebranlé par cette situation, il écrit, de retour en France, un article sur le "choc des civilisations", dans lequel il s'autorise un regard critique, « décentré » et surtout « libre », sur la parution de ces caricatures. Quel lien avec la non-violence ? « *En démocratie, la liberté d'expression est un droit certes imprescriptible, mais pas absolu, estime-t-il. Cela doit se faire dans le respect de l'autre, avec intelligence et responsabilité* », dit-t-il avant d'ajouter que si « le droit

au blasphème est reconnu par le droit français, ce n'est pas de la liberté de blasphémer, mais du fait de diffamer, dont il est question ici.» Or, « les caricatures du Prophète reviennent à diffamer l'Islam », ce qui en fait une forme de violence.

Défenseur infatigable de la non-violence mais aussi de l'humanité de chaque personne, il rappelle que les responsables des tueries, aussi coupables soient-ils, « sont aussi des hommes », et qu'il « convient de leur restituer leur humanité, sans porter atteinte à la mémoire de ceux qu'ils ont tués ». Un message clé des partisans de la non-violence, qui n'est pas toujours facile à entendre mais qu'un participant, Yacov Isaac Laudet, fait sien. « Les 7 et 9 janvier, il y a bien eu 20 victimes », reprend-il. Certains y verront peut-être une anomalie, voire une provocation. Comment qualifier, alors, la politique de la France, que ce même participant qualifie de « pays très particulier » puisqu'il se targue d'être le "pays des droits de l'Homme" mais qu'il est en guerre permanente depuis son intervention militaire au Mali, et qu'il se classe cinquième rang mondial des pays exportateurs d'armes. Quand la France vend des Rafale à l'Inde malgré « la misère dans laquelle vivent des millions d'Indiens, on s'interroge sur la politique diplomatique de la France. (...) Nous exportons la mort, et malgré le changement de majorité, la même politique continue, voire empire. (...) Le passeport [français] (...) ne me protège plus », confie Yacov Isaac Laudet.

Cette politique pro-armes et pro-guerre assumée, voire brandie avec fierté pour ce qu'elle symbolise en termes de réussite technologique et économique, représente une indiscutable forme de violence, qui contribue à créer et alimenter ce "choc des civilisations" que les pays occidentaux désignent comme la source de bien des maux, et sur laquelle ils s'appuient pour justifier leur action va-t-en-guerre. On parle de raison d'Etat, mais « que faire quand la raison se nourrit du sang de victimes ? », interroge un participant. « La politique étrangère française se veut garante des droits, mais la France se rapproche de l'Arabie saoudite. (...) Il y a des incohérences à questionner. »

Les tenants de la non-violence doivent faire entendre leur voix. « Il y a une irresponsabilité du gouvernement français, qui devrait être remis en place par une interpellation citoyenne », estime Jean-Marie Muller, tandis que Patrick Viveret prône « des alliances des forces de vie par rapport aux forces mortifères ». Mais si la sagesse imposerait d'agir ainsi, la *realpolitik* impose une autre logique, si bien qu'« aujourd'hui, pour prôner la non-violence, nous sommes censurés », constate Jean-Marie Muller.

Religions et violence : un rapport ambigu

Questionnées par la violence, animées par un idéal de non-violence, les religions sont concernées par ce débat, par essence mais également malgré elles. En effet, souligne Jean-Marie Muller, « elles sont au cœur de l'événement, puisque le prétexte religieux était mis en avant par les tueurs » début janvier. Or, réagit Patrick Viveret, « on ne peut pas laisser dire au nom de Dieu des éléments qui peuvent conduire d'autres à estimer légitime de tuer ». D'ailleurs, rappelle Jean-Marie Muller, « les religions ont tenu un langage unanime » pour condamner ces actes et s'en dissocier. Sont-elles alors des alliées de la non-violence ? On serait tenté de le penser. Pour autant, analyse Patrick Viveret, « le fait religieux est lui-même un enjeu ambivalent », tiraillé entre « une part lumineuse (...) dans sa partie spirituelle » et « une part d'ombre – la peur, la soumission, le sacrifice » qui peut mener à « une logique qui va pouvoir justifier les meurtres commis au nom de Dieu ». D'ailleurs, ajoute Jean-Marie Muller, « les religions partagent la même doctrine de la légitime défense et du meurtre juste. Dans tous les textes, il y a des versets qui justifient le meurtre. » Cela ouvre la porte ouverte aux crimes commis en invoquant la religion, qui permet « aux meurtriers de justifier leurs méfaits ».

Pour autant, tempère Jean-Marie Muller, les religions ont plutôt « été criminelles par le fait d'ignorer la non-violence, et non de justifier ou d'inspirer la violence ». Ceci doit être resitué dans un contexte plus général où « nos sociétés sont dominées par l'idéologie de la violence nécessaire,

légitime et honorable. (...) Les religions se sont ralliées à cette idéologie. (...) C'est la dimension philosophique, politique, éthique des religions qui m'importe ici. »

Faut-il invoquer "un dieu des armées" ou "un dieu désarmé" ? Pour Jean-Marie Muller, la réponse ne souffre aucune hésitation. C'est le respect de l'autre qui passe avant tout. C'est à ce prix, espère-t-il, que « nous allons tous nous retrouver dans une grande morale universelle qui nous permettra d'affirmer les mêmes valeurs ». Pour y parvenir, Patrick Viveret défend une laïcité qui « renvoie le fait religieux à l'intime » et qui soit « beaucoup plus exigeante que la forme de laïcité promue actuellement ».

La non-violence comme exigence pour une autre confrontation

Pour les intervenant-e-s, il ne fait aucun doute que la violence n'est jamais une bonne solution. « La violence n'est ni honorable, ni légitime, ni nécessaire », martèle Patrick Viveret, selon qui « toutes les logiques de violences sont contre-productives », y compris quand il s'agit de chasser un tyran. Souvent, « la prise du pouvoir a généré un nouveau processus de violence avec une nouvelle nomenclature (...), et cela finissait par une situation où l'appel à la liberté se retournait contre les révolutionnaires ». Qu'en est-il de la lutte contre le terrorisme, présentée comme une conséquence incontournable du "choc des civilisations" ? Pour Jean-Marie Muller, « il est nécessaire de ne pas se situer sur le même terrain de l'idéologie de la violence ». C'est pourtant précisément ce qu'il se passe quand François Hollande prétend « éradiquer le terrorisme en détruisant les terroristes ». Cela ne mène nulle part, explique Jean-Marie Muller : « Nous sommes intervenus au Mali, ce qui a stoppé l'avancée de certaines milices sur Bamako », admet-il. Mais au-delà ? Quel projet politique ? Cela, en fin de compte, « ne fait que développer le terrorisme. (...) La réponse militaire a toujours échoué ». L'exemple de l'Afghanistan illustre cet « échec de la violence pour briser la menace terroriste ».

« Au lieu d'étudier les limites de la non-violence, étudions ses possibilités, enjoint Jean-Marie Muller. On a toujours des préjugés sur la non-violence. (...) Il faudrait une perception négative de la violence pour avoir une perception positive de la non-violence. » Et Patrick Viveret de porter l'estocade : « C'est l'état des limites de la violence qu'il faudrait dresser. » Car « si elle est légitime, est-elle efficace ? », demande Jean-Marie Muller. Dans des pays en proie à des conflits, des réseaux de citoyens se posent la question. Prenant l'exemple du conflit israélo-palestinien, Jean-Marie Muller assure qu'« il n'y aura aucune victoire militaire des Palestiniens par la violence », et défend d'autres voies possibles. « Le boycott est aussi une action non-violente. Il faut l'utiliser. » Soulevant des protestations très véhémentes, le boycott constitue, dans de telles circonstances, une solution équilibrée, créant un rapport de force, voire une confrontation, qui demeure respectueuse de l'adversaire et ouvrent la porte au dialogue. Outre cette piste, de nombreuses luttes non-violentes dans l'histoire ont montré la puissance de la non-violence, ne serait-ce que le combat de Martin Luther King contre la discrimination raciale, ou le mur de Berlin qui, rappelle Jean-Marie Muller, « n'est pas tombé sous les bombes, mais sous la résistance d'hommes et de femmes animés par la non-violence ».

La confrontation est donc acceptable, dès lors qu'elle ne met pas en jeu la vie, l'intégrité ou la dignité de l'autre. « La lutte contre le djihad ne peut être seulement militaire, elle doit être idéologique », soutient ainsi Jean-Marie Muller. Davantage que la destruction des terroristes, « il faudrait arriver à des négociations », estime-t-il. Sur cette base, la philosophie qu'il a développée consiste à « proposer la résolution non-violente des conflits et réhabiliter le conflit ». Il a décliné cette philosophie en action concrète à travers l'intervention civile de paix (ICP), qu'il définit comme « une intervention non armée, sur le terrain d'un conflit local, de missions extérieures (...) venant accomplir des actions d'observation, d'information, d'interposition, de médiation et de coopération en vue de prévenir ou faire cesser la violence, de veiller au respect des droits de l'homme, de promouvoir les valeurs de la démocratie et de la citoyenneté et de créer les conditions d'une solution politique du conflit qui reconnaisse et garantisse les droits fondamentaux de chacune ».

des parties en présence, et leur permette de définir les règles d'une coexistence pacifique». L'ambition de telles interventions est « la reconstruction des sociétés civiles des pays victimes de la violence », grâce au « déploiement, sur les territoires de conflits, d'hommes et de femmes formés à la résolution des conflits ». Depuis leur création, les missions d'ICP ont surtout été menées par des ONG. Aujourd'hui, « il faudrait une prise en charge de l'organisation et du déploiement de ces missions, plaide Jean-Marie Muller, et que la non-violence s'institutionnalise ». Le philosophe se veut optimiste, constatant que « le débat devient davantage possible qu'il y a quarante ans », mais qu'il doit exister « au sein de la militance et au sein des institutions ».

Violence / non-violence : un choix à faire

Qu'attend-on pour instituer partout la non-violence ? Après tout, ironise un participant, « tout le monde est contre la violence et pour la non-violence »... Beaucoup prétexteront qu'il existe de nombreux obstacles à la non-violence. Il sera difficile de leur objecter le contraire ou de prétendre que le contexte est favorable. Mais le contexte ne sera jamais favorable, et des obstacles se dresseront toujours. « Quand on regarde les situations de barbarie dans l'histoire, aucun groupe humain n'échappe à la barbarie. La patrie de Kant et Beethoven a été le terreau du nazisme, celle des droits de l'Homme, le terreau du colonialisme et de l'impérialisme, et celle de Dante, le terreau du fascisme », rappelle Jean-Marie Muller. En somme, analyse Patrick Viveret, « il n'y a pas de barbarie extérieure, il n'y a que des barbaries intérieures ». Et cela ne se résume pas à "l'intérieur" de chaque pays : la violence est avant tout une question personnelle, intime, dont il faut prendre conscience pour la dépasser. « Par nature, l'être humain est incliné à la violence et disposé à la non-violence, avance Jean-Marie Muller. Il choisit l'un ou l'autre par liberté, et la liberté est une conquête. » Aussi, poursuit-il, « il n'y a pas de fatalité à la violence ».

C'est peut-être dans ce combat que peuvent se rejoindre les dimensions individuelle et collective : se dresser contre ses propres pulsions violentes en luttant collectivement contre une violence organisée à un plus haut niveau. Dans la France va-t-en-guerre d'aujourd'hui, cela peut passer par « le refus de la raison d'Etat pour nous remettre aux exigences de la simple raison ». A un niveau plus global, cela peut se formaliser dans une lutte collective contre tout ce qui menace l'humanité de destruction. Récusant le terme de « monde de Bisounours », qui disqualifie commodément l'action non-violente et « empêche le débat ou le discernement », Patrick Viveret milite pour une non-violence affrontant les menaces qui nous guettent. De quelle nature sont ces menaces ? Et quelles politiques pourrait adopter un éventuel "ministère de la Défense de l'humanité" pour y faire face ? La première chose, affirme le philosophe, est que ces menaces ne viennent pas de l'extérieur. Il faut donc « penser le politique à partir d'une logique non pas de puissance et de rivalité, mais de barbarie intérieure », note-t-il. Quatre grands axes politiques découleraient des menaces identifiées : une politique écologique, une politique sociale et de lutte contre les inégalités, une politique de désarmement, et enfin une politique de dialogue entre les civilisations et cultures.

Patrick Viveret en appelle aussi et surtout à une politique du *frater* (le "genre humain" en latin). La question, estime-t-il, est celle du « devenir de notre frater : nous sommes à un rendez-vous critique de son histoire. (...) Les mêmes éléments qui peuvent conduire l'humanité à sa perte, peuvent aussi permettre un saut qualitatif vers l'humanisation. »

3^e partie

CHANGEONS D'EPOQUE : LA FORCE NON-VIOLENTE

AVEC TOU-TE-S LES INTERVENANT-E-S ET PARTICIPANT-E-S

La non-violence est l'objet d'une pensée construite, étoffée, vivante, et de mises en pratique nombreuses et diversifiées. Il lui reste à devenir un mouvement social de plus grande ampleur. Si ses forces demeurent limitées et surtout éparpillées, les cercles militants qui la promeuvent sont aujourd'hui présents dans le monde entier, et ils se connaissent et se reconnaissent en tant que famille de dimension planétaire. Il lui faut maintenant passer le cap décisif qui lui permettra de sortir de l'ombre et de gagner en influence. Ce changement d'époque demande d'intervenir aux différents niveaux auxquels la violence opère : individuel, interpersonnel, mondial.

Nature et culture

La question du rapport entre nature et culture est centrale. La violence relèverait-elle de la première, tandis que la non-violence serait forcément liée à la seconde ? Pour Sébastien Lesœur, coordinateur de la médiation nomade de Gennevilliers, « le colloque a abordé la violence du côté de la culture », mais il y a « une part de violence dans notre ADN d'être humain », de la même façon que « la violence est dans la nature » : l'animal est « féroce », l'homme est « violent ». Si Jean-Marie Muller convient de notre inclination naturelle à la violence, il réfute l'idée que « la violence est dans la nature humaine comme elle est dans la nature. Il y a de la violence dans la nature, mais sans mauvaise intention : le chat qui tue la souris, le rocher qui tue quelqu'un en tombant, n'ont pas la volonté de le faire. (...) Dans la nature, les événements subissent la loi de la nécessité. Seul l'homme peut ouvrir cette loi et y introduire la liberté. » Ainsi, « l'homme a une propension naturelle à céder à des instincts de violence, mais ce n'est pas une fatalité ».

Par ailleurs, si la violence est présente en l'homme, la non-violence l'est également, selon lui. Le philosophe cite alors Eric Weil : « Si j'ai la possibilité de juger ma violence et de considérer que c'est une contradiction par rapport à la dignité de mon humanité, c'est que l'idée de la non-violence est antérieure à mon expérimentation de la violence. » Ce que Jean-Marie Muller traduit en ces termes : « La non-violence exprime plus profondément la nature de l'homme que la violence. » Jean-François Bernardini creuse ce sillon, en affirmant que « la non-violence est une boussole qui nous reconnecte avec notre nature, qui est la non-violence. (...) Je vous vois pleurer, j'ai envie de pleurer. (...) Tous les êtres humains sont équipés de cela. » En outre, ajoute-t-il, « la non-violence nous apprend la gestion de nos émotions ». L'un des problèmes est que « nous sommes tous invités à [nous] déconnecter de cet équipement ». En particulier, ajoute Yacov Isaac Laudet, « on est matraqué dans les [médias] par la même philosophie de l'action guerrière et violente. Tout le temps, la parole va du même côté. (...) Face à ça, on se retrouve sans voix. » Un autre problème, souligne Sébastien Lesœur, est que « les sociétés plus anciennes avaient des espaces où l'on canalisait la violence. Aujourd'hui, ça n'existe plus. » Un autre participant pense lui aussi que « les rapports sociaux, humains, sont des rapports violents », qu'il faut « faire évoluer vers des rapports de conflits, plus diplomatiques ».

La manifestation post-attentats du 11 janvier répondait peut-être au besoin de retrouver du sens collectif et d'éprouver de l'empathie. « Ce qui était touchant (...), c'est que les gens cherchaient le "nous", se souvient Jean-François Bernardini. Le sentiment d'appartenance nous est nécessaire. Nous en sommes orphelins dans une société disloquée, séparée. » Entre ce constat et le passage à la non-violence, un maillon reste à imaginer. Pour Anouk, une participante, « les ados ont un vrai

sentiment d'impuissance face à l'injustice, mais il est difficile pour eux de voir la non-violence comme une solution ».

Propositions éducatives

Si l'être humain est disposé à la non-violence, comme le pense Jean-Marie Muller, cette disposition ne fleurit pas nécessairement de manière spontanée. Beaucoup de choses, au quotidien, le tiennent éloigné de cette démarche. C'est donc d'une façon active et volontaire qu'il faut agir pour permettre à ce désir d'éclore et de s'épanouir.

« Pourquoi ce n'est pas plus connu ? Pourquoi n'en parle-t-on pas davantage ? », interroge Vincent David. Pour Jean-Marie Muller, « il y a une dimension franco-française », qu'il lie au mythe de la Résistance que les Français ont bâti après-guerre. « Ils se sont identifiés aux Résistants qu'ils n'ont pas été et qu'ils auraient dû être, et donc à la violence. » Si bien qu'aujourd'hui, alors que des cours sur la non-violence sont dispensés dans des pays comme l'Espagne, on observe toujours « la fermeture des universitaires français » sur cette question. « Ça change un peu : la non-violence devient digne d'être discutée (...), mais on a pris du retard. »

Quand on parle de sensibilisation à la non-violence, on pense en premier lieu au cadre scolaire. A ce titre, informe Elisabeth Maheu-Vaillant, « le MAN a fabriqué un parcours-exposition (...) composé de vingt panneaux pour des animations dans les collèges. Les ados sont extrêmement intéressés par ce type d'ateliers. » Un travail éducatif que la formatrice juge essentiel pour la construction de citoyens conscients de leur appartenance au monde. « Je suis de plus en plus convaincue qu'il y a un lien entre les situations éducatives que l'on essaye de mettre en place, et les réflexions plus théoriques et philosophiques qui nous guident dans la réflexion sur notre monde. » Elisabeth Maheu-Vaillant apporte son soutien à l'idée de créer une chaire de la non-violence, qu'elle considère « en accord total avec la loi sur la refondation de l'école », qui stipule que « les personnels éducatifs doivent être formés à la résolution non-violente des conflits. (...) L'introduction dans les programmes scolaires d'un apprentissage à la résolution non-violente des conflits est le fruit du travail mené par de petites fourmis depuis treize ans. Il faut s'appuyer dessus », insiste-t-elle. « Avec la sensibilisation, vous changez un collège, un lycée », affirme Jean-François Bernardini.

D'autres voies sont à explorer. Ainsi, il pourrait y avoir « dans le cadre du service civil volontaire une formation institutionnelle à la résolution non-violente des conflits », suggère Jean-Marie Muller. « Ce n'est pas fait par paresse, par habitude et par peur de donner trop de place à la non-violence, mais ça peut être fait demain matin. » Il ne faut pas non plus négliger le cadre associatif, au sens large. « L'A.S. Saint-Etienne est le premier club de foot à intégrer une formation à la non-violence », annonce Jean-François Bernardini, qui invite à poursuivre dans cette direction. Un autre élément intéressant à souligner concerne la formation des adultes... par leurs enfants. Ce dont témoigne Anouk, dont les enfants l'ont « emmenée vers la non-violence », dont elle est désormais une ardente défenseuse.

Surfant sur les utopies, Jean-François Bernardini aimerait voir inventer un "ministère de la Paix intérieure" qui permette à chacun-e d'avoir « ses sources de spiritualité » et de lutter contre ses « mafias intérieures ». Un participant propose pour sa part la création d'un "ministère des Cultures" afin de combattre le penchant naturel de chaque peuple à considérer que « sa culture et sa civilisation sont les meilleures. Edouard Glissant pensait que l'avenir est dans la créolité », souligne-t-il. Jean-François Bernardini acquiesce : « La créolité, c'est le dialogue face à l'incompréhension entre les cultures. »

Quelle feuille de route ?

La période que nous traversons pourrait de manière paradoxale être favorable à cette non-violence qui désarçonne et peut finir par désarmer. « L'opresseur peut pousser à la violence : raison de plus pour lui résister », estime Jean-Marie Muller en prenant l'exemple d'Israël, où « l'Etat

est plus gêné par la non-violence ». Il est « plus facile de réprimer un mouvement violent qu'un mouvement non-violent », confirme Etienne Godinot. Face aux problématiques contemporaines et « aux grandes menaces que connaît l'humanité, la non-violence a des réponses de refus et des programmes constructifs », précise-t-il. S'agissant des problèmes liés à « la biodiversité, la pollution, l'épuisement des ressources, le refus, c'est la résistance telle que la pratique Greenpeace », tandis que « le programme constructif, ce sont par exemple les Biocoop » qui promeuvent une « économie non-violente, une économie humaine ». Face aux armes de destruction massive, « le refus, ce sont les actions de sit in, et le programme constructif, la défense civile non-violente ».

Pour implanter ces dynamiques, Yacov Isaac Laudet appelle les Français à changer d'horizon. D'abord, trouve-t-il, « on suffoque de trop de paroles. Il nous faut des actes, une présence active. (...) En Israël ou en Palestine, des gens mènent un combat extrêmement tonique. Ici, des voies n'ont pas été assez explorées. Il faut sortir du carcan national et des médias qui vont tous dans le même sens. (...) On est prisonnier d'une dimension franco-française et d'un Etat napoléonien, centraliste, qui étouffe nos informations. (...) Il y a une autre voie : l'Europe et le parlement européen. A Strasbourg, à Bruxelles, on est entendu par des gens extraordinairement plus actifs que ce que l'on peut voir dans le contexte parisien. » Et Jean-François Bernardini de conclure en renvoyant chacune à sa responsabilité d'agir de façon positive en étant simplement « pollinisateur de bonnes pensées ».

CONCLUSION

Vincent David a invité chaque intervenant à livrer une parole de conclusion.

Pour Etienne Godinot, *« la force n'est pas la violence, l'adversaire n'est pas l'ennemi : si vous avez retenu ça, je suis content de la journée. »* Avant de citer Einstein : *« Il n'y a qu'un grand savant en notre siècle, c'est Gandhi »*, puis Lanza del Vasto : *« La non-violence, comme l'arme nucléaire, est une invention du 20^e siècle qui oblige l'humanité à choisir entre la vie et la mort. »*

Jean-François Bernardini souligne pour sa part que *« les non-violents sont d'abord des combattants. Très souvent, entre violence, non-violence et passivité, nous choisissons cette dernière, nourrie du venin de l'impuissance. (...) La seule stratégie qui plaît à la non-violence est celle des petits pas. Gandhi a dit : "D'abord ils vous ignorent, ensuite ils vous raillent, puis ils vous combattent, et enfin vous gagnez." »* Mais, indique-t-il, *« Rosa Parks a gagné parce qu'il n'y avait pas que des spectateurs autour d'elle. »*

Pour sa part, Yazid Kherfi pense que *« chacun un petit pouvoir, que l'on peut additionner. Il faut croire en soi, croire en l'autre. (...) Tout se joue dans le regard. »*

Jean-Marie Muller voit l'*« avenir dans la mobilisation des femmes. Il faudrait qu'elles se mobilisent dans la résistance. »*

Enfin, Samuel Mayol considère que *« le pari de la non-violence est celui de la difficulté. (...) C'est ce vers quoi nous sommes allés ici, en menant le combat de façon non-violente, et en organisant cette journée. »* Il conclut : *« C'est le premier colloque pour la non-violence, et il y en aura d'autres. Prenons rendez-vous pour le deuxième, l'année prochaine, à l'IUT de Saint-Denis ! »*